

De Machiavel à Deiss

Comment les *spin-doctors* manipulent la votation sur l'adhésion à l'ONU

par Judith Barben et Danièle Beringer

Savez-vous ce qu'est un *spin-doctor*? C'est un conseiller en communication, un manipulateur d'opinion qui, grâce à des artifices, essaie de présenter les situations et les faits sous le meilleur jour possible. Il peut être rédacteur de discours officiels, organisateur de campagne électorale, porte-parole de parti ou de gouvernement ou «sondeur d'opinion». Les spécialistes savent que le résultat des sondages d'opinion est souvent déjà déterminé au moment où on les commande.

Les artifices du DFAE

Le *SonntagsBlick*, connu pour être le porte-parole du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), publie juste trois semaines avant la votation les résultats d'un «sondage d'opinion» qui présente les choses de la manière souhaitée par le DFAE: Avec 12 cantons favorables sur 23 – prétend le *SonntagsBlick* – la majorité des cantons nécessaire à l'adhésion est acquise. Le chef du DFAE Joseph Deiss s'en est réjoui et a déclaré: «Nous sommes sur la bonne voie». (*SonntagsBlick* du 10 février). Or aux yeux des spécialistes, ce sondage d'*Isopublic* paraît extrêmement peu sérieux. En effet, l'article ne nous apprend ni comment l'échantillon a été choisi ni quelles étaient les questions. En outre, dans certains cantons qui, selon toute vraisemblance, vont voter *non*, *Isopublic* n'a interrogé personne ou des échantillons si réduits que l'on ne peut pas en tirer de conclusions valables. Or pour nos conseillers en communication, c'est sans importance. L'essentiel, c'est que le procédé marche, que le peuple vote comme le veulent les politiciens partisans de l'adhésion.

Désorienter et inquiéter

Ce genre de sondage n'a qu'un objectif: désorienter les citoyens peu favorables à l'ONU. Ainsi, lors d'un débat public, un vieux paysan a déclaré: «Voyez-vous, j'ai toujours été opposé à l'adhésion de la Suisse à l'ONU, mais je ne savais plus si j'avais raison parce que la radio et les journaux sont tous favorables. Je suis heureux que pour une fois l'orateur ait dit exactement ce que je pensais.»

Le procédé consistant à désorienter les gens est une technique psychologique connue. Une

autre consiste à susciter la peur d'une mise à l'écart. Ainsi, dans l'article du *SonntagsBlick*, l'éditorialiste Frank A. Meyer présente la Suisse comme un pays prétentieux que la communauté internationale rejette pour cette raison. «Notre débat sur l'adhésion à l'ONU n'est-il pas empreint du sentiment d'être supérieurs aux autres? Qu'advierait-il si nous restions sur notre piédestal? Quel serait le sort de la Suisse? Un jour ou l'autre, nous nous retrouverions tout seuls.»

De telles menaces visent à susciter la peur de la solitude. Dans l'actuelle campagne, le Conseil fédéral use jusqu'à la nausée de ce procédé méprisable. Remarquons qu'il le fait aux frais du contribuable: Berne emploie plus de 400 «spécialistes en communication» et dispose en outre de 2 millions pour la campagne, sans parler des innombrables tournées de propagande des membres du gouvernement. Le Conseil fédéral ne cesse de faire croire aux citoyens qu'ils sont seuls de leur avis s'ils s'opposent à l'adhésion. Il prétend que la Suisse sera «hors-jeu» si elle n'adhère pas, qu'elle restera une «île», un «cas à part».

Sur les traces de Machiavel

En utilisant ces procédés perfides, nos conseillers fédéraux marchent sur les traces de Machiavel, qui, il y a 500 ans déjà, donnait au despote avide de pouvoir le conseil suivant: quiconque désire parvenir au pouvoir doit tourner comme le vent et ne pas craindre de faire le mal. Les despotes qui ont le mieux réussi sont ceux qui n'ont pas été très regardants sur la fidélité et qui s'y entendaient à embobiner les gens.

Le 3 mars, nous allons nous rendre aux urnes. C'est alors que nous déciderons si la Suisse restera une nation souveraine de citoyens libres ou si elle ne représentera plus qu'une voix parmi 190 dans une assemblée qui ne peut se faire entendre lorsque les 5 grandes puissances s'y opposent. Adhérer à l'ONU, c'est, pour la Suisse, admettre que le Conseil de sécurité agisse en son nom, également en cas d'interventions militaires. Nous autres Suisses et Suissesses avons toujours été hostiles aux privilèges des puissants. Conscients de l'importance de l'enjeu, votons donc résolument NON le 3 mars.

© Horizons et débats